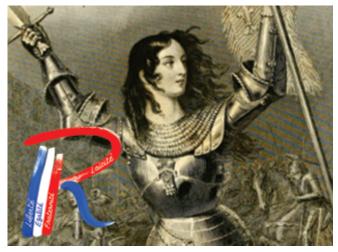
On peut gagner la guerre, il existe encore de vrais hommes, dignes des poilus de 14

écrit par Daniel Pollett | 31 mars 2018



On ne peut pas gagner la guerre avec les lois de la paix...

"On ne peut pas gagner la guerre avec les lois de la paix". Jean-Marie Le Pen l'écrit dans ses *Mémoires, Fils de la Nation* -j'y reviendrai dans d'autres articles. Et c'est vrai : on ne peut pas !

On ne peut pas non plus la gagner si on n'identifie pas formellement l'ennemi. Il n'y a qu'un seul islam car il n'y a qu'un seul coran. Erdogan nous l'avait rappelé il y a déjà bien des années, et de nombreux imams l'ont encore affirmé depuis lors. Tant que nous essaierons de nous rassurer en employant, en multipliant des sous-termes qui ne sont sélectifs que pour nous, il n'arrivera que des malheurs, pour nous et pour les générations futures. Si nos Anciens ont combattu l'islam pendant quatorze siècles, c'est qu'ils avaient de bonnes raisons. Mais nos Anciens avaient une haute et précise idée de qui ils étaient, même ceux qui se situaient tout en bas de l'échelle sociale. Ils étaient des Français,

des chrétiens et des patriotes. Si l'ennemi était chrétien, ils le combattaient sans faiblesse. Si l'ennemi était musulman, barbaresque, ottoman, ils le combattaient avec plus de conviction encore car il s'agissait de puissances étrangères à la morale chrétienne, aux civilisations qui en étaient issues. Ces puissances étaient pour eux celles du Mal.

Aujourd'hui bien des jeunes surtout, mais d'autres aussi, ne savent pas qui ils sont. Soljenitsyne disait que pour détruire un peuple, il faut d'abord détruire ses racines. C'est fait avec la bande de gauchistes qui a accaparé l'Éducation Nationale depuis un demi-siècle, supprimant l'Histoire, notre roman national, les héros, les grands hommes, la chevalerie, l'esprit de Nation.

Et quand on ne sait pas d'où l'on vient, on ne peut savoir où l'on va. C'est vérifiable : si vous ne savez pas vous situer sur une carte, un plan, vous ne pouvez savoir où vous allez, quelle que soit la direction adoptée. Ces gauchistes ont supprimé l'idée de grandeur, de sacrifice, même celle du devoir, au profit du seul droit. Comme si l'un pouvait aller sans l'autre. Ils ont supprimé l'idée même de virilité, de combat et de légitimité patriotique. Pourtant, les peuples ont légitimité à défendre leurs pays par la simple compétence territoriale que leur donnent leur passé, leur histoire et leur expérience. De plus leurs Anciens, leurs us et coutumes, leurs lois, leurs patrimoines et leurs intérêts immédiats définis par leurs vies de l'instant donnent aux citoyens le droit et le devoir, la légitimité à défendre ce qui est à eux, autant pour le sacré que pour le profane et le matériel, ainsi que pour le futur de leurs enfants.

Mais le droit, les droits ont présentement acquis la position de mérites absolus, innés et sans contrepartie, ils sont devenus universels, surtout pas sélectifs, au mépris de toute logique. La défense du droit, des droits, prime sur toute autre valeur et tout le monde s'y met : syndicats, religions, associations, partis politiques, bandes organisées et

individus imbus d'eux-mêmes. Il est de bon ton de confondre la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 avec la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ; et aussi d'oublier la Déclaration des droits de l'homme en islam, résolument opposée aux deux déclarations précédentes et qui, effectivement, est surtout une déclaration des droits de l'homme et peu de ceux de la femme...

De plus, le peu d'Histoire qui reste accessible aux enfants des écoles concerne, de façon tendancieuse et sélective la colonisation, l'esclavage et la collaboration. La colonisation n'aurait rien apporté aux peuples colonisés et n'aurait pas eu d'autre motif que le profit des sociétés civilisées ; l'esclavage serait le seul fait des Blancs européens et illimité dans le temps ; la collaboration représenterait le peuple français pendant l'Occupation -j'y reviendrai aussi dans d'autres articles. La haine de soi, de sa race, de notre pays, de notre civilisation et de nos Anciens est enseignée dès le plus jeune âge. Nos héros sont morts deux fois. Et voici qu'un colonel de la Gendarmerie vient rappeler que la France peut encore avoir des héros. Un militaire. Un officier. Un chrétien. Un homme, un vrai. Et là encore le pouvoir minable des ronds-de-cuir satisfaits récupère ce qu'il a fait.

Voici donc venu l'époque où, faute de savoir qui l'on est, de le renier même, et donc faute de savoir où l'on va, un événement vient secouer l'existence consumériste et béate des foules dociles amatrices d'une tranquillité usurpée. Un déclic inespéré. Oui, il peut encore y avoir des héros, des gens qui ont le sens du devoir, des vigies éclairées qui se dressent dans l'obscurantisme pseudo-religieux et prétentieusement mondialiste. Pourtant, notre héros a cru pouvoir dialoguer avec le Mal, affaiblir sa détermination, porter le doute à son fanatisme. Et notre héros est mort. Assassiné par une petite merde sans honneur croyant que soixante-douze vierges l'attendent au paradis d'Allah. L'islam par son livre fondateur le coran commande de combattre les mécréants. Il a

bien choisi son emblème, l'astre de la nuit. Il glorifie la mort des djihadistes comme le nazisme glorifiait celle des nazis morts lors du putsch raté de Münich le 9 novembre 1923; des cérémonies du parti hitlérien avaient lieu le soir, la nuit, moments qu'Hitler savait propices à l'imprégnation des esprits.

Une lumière vient de jaillir dans la nuit. Oui, en France, en 2018, cent ans après le sacrifice de nos Poilus, il existe encore de vrais hommes, de vrais Français, de vrais chrétiens, lucides et conscients d'appartenir à des entités plus hautes qu'eux que sont l'humanisme, l'élévation de l'esprit, la civilisation et la Patrie. Des voix commencent à s'exprimer dans des milieux inattendus pour demander des mesures à la hauteur des événements. Des gens abusés par le terme « extrême-droite » systématiquement employé par les médias envers les Patriotes se posent, enfin, des questions, les exposent publiquement.

Cette lumière qui vient de s'allumer dans la nuit nous a fait observer une recrudescence des demandes d'engagement dans la Gendarmerie. Les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas tous atteints de consumérisme indifférent. Beaucoup ne se sentent pas concernés par les élucubrations utopistes, destructrices et suicidaires des soixante-huitards attardés, fussent-ils au gouvernement. C'est une vraie lumière, même s'il lui reste bien des ténèbres à éclairer.

Oui on ne gagne pas une guerre avec les lois de la paix. Oui il faut prendre des mesures radicales afin de combattre nos ennemis. Le docteur Albert Schweitzer fut emprisonné par les Français en tant que citoyen d'un pays ennemi durant la Première Guerre mondiale bien qu'il soignât les Gabonais de façon désintéressée. Franklin Roosevelt fit interner les Américains d'origine japonaise après l'attaque de Pearl Harbor même si c'était injuste et injustifié pour nombre d'entre-

eux ; certains prouvèrent cependant leur loyauté envers les USA en s'engageant dans l'armée américaine. Il est d'autres exemples. Tout ceci n'était que provisoire mais est apparu nécessaire aux urgences du moment. Il est toujours facile après de critiquer cela et même d'en faire des films.

On ne mène pas une guerre avec les lois de la paix ni avec les droits de l'homme. Et nous ne la gagnerons pas non plus avec des allumeurs de bougies.

Il nous faut des lois d'exception, des dispositions temporaires mais bien définies afin de mener le combat. Il faut redonner à toutes nos forces de sécurité le privilège d'être quasi intouchables comme elles l'étaient naquère, ce qui participe à leur force et donc à notre défense, en plus qu'à leur honneur. Il faut leur redonner le droit d'obtenir des renseignements par tous les moyens que justifie la défense de notre Patrie, de ce que nous sommes, de l'avenir de nos enfants, et elles ne devraient avoir à rendre compte que des résultats. Il faut leur redonner le droit et le devoir d'employer tous les moyens pour se défendre et défendre autrui ou le bien commun sans justification de proportions concernant les moyens utilisés. Il faut aussi redonner ce droit et ce devoir aux citoyens. Il faut qu'il ne soit plus permis, qu'il soit même interdit de porter atteinte à l'action des forces de l'ordre, à leur moral, à leur efficacité. Il faut rétablir la peine de mort dont l'abolition en réserve le privilège aux assassins et aux ennemis de la France. Il faut redonner à notre armée les moyens, tous les moyens nécessaires à la défense de notre pays, et en même temps lui redonner la justification et la place morale que des malfaiteurs lui ont illégitimement fait perdre dans l'opinion publique, et tout particulièrement auprès des jeunes.

Il faut cesser de prétendre user de la pédagogie pour combattre une idéologie obscurantiste et barbare imprégnée dans des esprits faibles depuis des siècles. Nous n'avons pas à être des redresseurs de torts pour les adeptes de cette idéologie qui nous est hostile, imposée dès le berceau et se prétendant au dessus de toutes les civilisations. Nous devons expulser tous ceux qui ne se comportent pas en Français titulaires d'une civilisation deux fois millénaire. devons remettre à l'ordre du jour la loi -non abrogéepunissant le crime d'intelligence avec l'ennemi. Nous devons arrêter de brader la nationalité française, notamment envers ceux qui ne la méritent pas, qui nous combattent, qui nous assassinent ou projettent de le faire. Nous devons <mark>nous</mark> libérer de cette Union européenne qui nous impose l'invasion barbare et continue à envisager l'adhésion de la Turquie, laquelle se comporte de plus en plus comme la résurgence de l'Empire ottoman ; nos amis chypriotes connaissent bien le sujet, ils le vivent au quotidien. La nationalité française pour les barbares, c'est comme l'adhésion de la Turquie à l'Europe : plus encore qu'une imbécillité, c'est un suicide, c'est autant contre nature que de vouloir accoupler un chameau avec un dauphin. Pour tout cela nous avons besoin de gouvernants compétents et patriotes, lucides et sans langue de bois.

La guerre ne réjouit personne, mais elle est dans nos murs, dans nos cités, dans notre Patrie. Nier ce fait ne fait que retarder, pour lui donner meilleur élan, le Grand Combat qui décidera si nos enfants seront Français, civilisés et épanouis dans un pays prospère. Ce futur de nos descendants demande aujourd'hui le renoncement à toutes ces farces aussi grotesques que criminelles participant à accueillir le loup dans la bergerie et se plaindre après du résultat. La guerre demande des moyens, mais aussi de la lucidité et de la persévérance. Elle demande le devoir avant le droit.

Nos descendants auront le droit de vivre dans la paix si nous honorons le devoir de combattre avec les lois de la guerre, et seulement à ce prix.